No. 49, Mars 2016

# Couvert Forestier

## Le bulletin de la Coalition Mondiale des Forêts

Dans ce numéro :

La viande comme pilote de la déforestation

Solutions des paysans à la crise climatique

Analyse des résultats de l'agriculture Post-COP21

La destruction des forêts pour la production de bétail

**À propos de la Coalition Mondiale des Forêts**
La Coalition Mondiale des Forêts (CMF) est une coalition internationale de 77 ONG et organisations de peuples autochtones provenant de 50 pays qui défendent la justice sociale et les droits des peuples des forêts dans le cadre des politiques forestières. La CMF organise des campagnes collectives sur la nécessité de respecter les droits, le rôle et les besoins des peuples autochtones, des femmes et des communautés dans la conservation des forêts et la nécessité de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la disparition des forêts. L'équipe et les collaborateurs de la coalition sont basés au Paraguay, aux Pays-Bas, en Colombie, en Thaïlande et au Royaume-Uni, entre autres pays.
**www.globalforestcoalition.org @gfc123**

**Comité de rédaction :** Isis Alvarez (Colombia), Mary Louise Malig (Philippines), Ronnie Hall (UK), Swati Shresth (India), Simone Lovera (Paraguay), and Wally Menne (South Africa)

**Editeur :** Ronnie Hall

**Conception graphique :** Oliver Munnion

**À propos de Couvert Forestier**
Bienvenue à la quarante-neuf édition de Couvert Forestier, le bulletin de la Coalition Mondiale des Forêts (CMF). Couvert Forestier, qui paraît quatre fois par an, présente des comptes rendus de diverses ONG et OPA sur les réunions intergouvernementales importantes, ainsi qu'un calendrier des réunions à venir. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Coalition Mondiale des Forêts, de ses donateurs ou de ses rédacteurs.

Ce couvert forestier a été produit avec le soutien de Misereor, et divers groupes de membres du GFC.

**Photos de couverture avant et arrière :** parc d'engraissement de bovins, USA Department of Agriculture/Flickr. Ferme de poulets de chair de poule, Texas USA, Bob Nichols pour USDA/Flickr

**Photographies (de haut en bas) :** Luis Wagner/CIC; Farm Sanctuary; Farm Sanctuary; John/Flickr; Mauricio Frias/Flickr; Moscow-Live.ru/Flickr

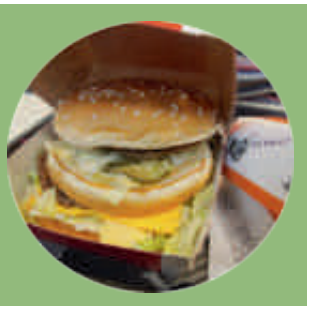
# Dans ce numéro :

**3 L'agriculture est au sujet de la vie, non seulement des produits de base et les puits de carbone**
Par Mary Louise Malig

**8 Intensification de l'agriculture et de la production d'élevage : climato-intelligent ?**
Par Miguel Lovera

**11 Ce qui a manqué dans l'accord climatique Paris : toute mention de l'élevage industriel**
Par Mia MacDonald

**14 Le tragique triangle du consumérisme de la viande et de l'espoir pour l'avenir**
Par Wanqing Zhou



**19 Les objectifs de développement durable et les forêts de Bolivie**
Par Pablo Solon

**23 La consommation russe des produits de l'élevage non durable participe au changement climatique**
Par Svetlana Abramovich

# L'agriculture est au sujet de la vie, non seulement des produits de base et les puits de carbone : nourrir l'agro-industrie, tout en niant le droit à l'alimentation des paysans

Par **Mary Louise Malig**, coordonnateur des campagnes et des communications, et agrégé de recherche, Global Forest Coalition

L'agriculture, y compris l'élevage, est devenue de plus en plus un champ de bataille, avec la terre, l'agriculture et la production alimentaire étant arraché loin de paysans par les exportateurs agroalimentaires et leurs bailleurs de fonds. Cette tendance est tolérée et même entraînée par les négociations intergouvernementales dans divers forums différents, et domine maintenant les négociations sur le changement climatique ainsi que des négociations commerciales.

Deux réunions ministérielles importantes ayant un impact sur l'élevage et l'agriculture (d'une façon ou d'une autre) ont eu lieu au cours des dernières semaines de 2015. Tout d'abord, la 21e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC COP 21) à Paris, et deuxièmement, la 10e Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Nairobi.

Le COP Paris a attiré des milliers de personnes dans les rues de France, avec des millions à travers le monde à regarder via différents médias. Il avait été construit par beaucoup comme un moment «historique» qui permettrait de sauver la planète. La ministérielle de l'OMC, d'autre part, bien que contestée par les mobilisations des agriculteurs dans les rues du Kenya, à peine enregistré un soubresaut dans les médias grand public ou avec le grand public.

Le COP Paris a attiré des milliers de personnes dans les rues de la France, avec des millions de personnes à travers le monde entier qui regardent via différents médias. Beaucoup l'ont considéré comme un moment 'historique' qui permettrait de sauver la planète. La Conférence ministérielle de l'OMC, d'autre part, bien que contestée par mobilisations des agriculteurs sur les rues du Kenya, a à peine été enregistré dans les médias ou avec le grand public.

Sur la surface, il ne semble pas y avoir de lien significatif entre les deux instances. L'un est chargé de la conception et de la mise en œuvre des politiques qui permettront de limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne de 1,5-2°C au-dessus des niveaux préindustriels, afin d'éviter les changements climatiques incontrôlables. L'autre est une organisation qui s'occupe des règles de libre-échange multilatéral. Toutefois, si l'on traite plus profondément, il existe de nombreux points de ressemblance et liens, surtout parce que les modifications à la CCNUCC signifient que les deux institutions sont maintenant basés sur la logique des marchés. Cet article se concentre dans des impacts de l'OMC et le secrétariat de la Convention sur l'alimentation et l'agriculture en particulier.

# L'agriculture comme la vie

Les terres forestières en Equateur. Tomas Munita Center for International Forestry Research/Flickr

À la fois dans le commerce et le contexte des négociations sur le climat, la racine du problème de la réification actuelle c'est que le secteur agricole est traité comme une source de profit plutôt que des aliments (et comme un terrain d'essai pour nouvelles technologies, risquées et polluantes, comme les cultures génétiquement modifiées [1]). À la fois le commerce et les négociations sur le changement climatique sont utilisés pour acquérir le contrôle des secteurs de l'agriculture et l'alimentation. Il s'agit d'une réification de la nature et entraîne le déplacement des paysans, des femmes et des communautés de leurs terres et de leurs territoires.

L'article 6 de l'Accord de Paris favorise cette tendance, mais discrètement, sans utiliser les mots 'Marchés du carbone' :

*"Un mécanisme visant à contribuer à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'appuyer le développement durable est institué....*

*(a) à promouvoir l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre tout en favorisant le développement durable;*
*(b) d'encourager et de faciliter la participation à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre par des entités publiques et privées autorisées par une Partie;*
*(c) de contribuer à la réduction des niveaux d'émission dans la Partie hôte, qui b****énéficieront d'activités d'atténuation résultant en des réductions d'émissions qui peuvent également être utilisés par une autre partie pour s'acquitter de sa contribution déterminée au niveau national****; et*
*(d) pour offrir une atténuation globale dans les émissions mondiales."* (soulignement ajouté)

Le texte semble terne et technique, mais il établit en fait un mécanisme qui permet aux pays d'échanger leurs réductions d'émissions (voir le texte en surbrillance en (c)), ce qui signifie qu'ils peuvent éviter de faire des réductions à l'échelle nationale.

Ce que le texte ne dit pas, c'est tout aussi important : cela peut très bien inclure les réductions d'émissions liées à de nouveaux secteurs tels que l'utilisation des terres, de l'agriculture et de l'eau. Un certain nombre de négociateurs dans les couloirs de Paris faisaient allusion au "Mécanisme de Développement Propre plus" -en d'autres termes une expansion de l'ancien mécanisme de flexibilité du Protocole de Kyoto.

# L'agriculture en tant que marchandise

Ce traitement de l'agriculture comme un produit négociable plutôt qu'une source de nourriture qui donne la vie s'implante au départ dans les négociations commerciales mondiales, dans l'agro-industrie qui veulent un plus grand accès aux marchés dans d'autres pays.

Lorsque le commerce mondial a été organisé sous les auspices de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT pour son sigle en anglais), l'agriculture a été traitée comme une exception, et le secteur est resté largement en dehors du "GATT de 1947". C'est seulement lorsque le cycle des négociations du GATT d'Uruguay finalement établi l'OMC en 1995, que l'agriculture était incluse dans son intégralité. Pour la première fois dans l'histoire, l'alimentation et l'agriculture allaient être traitées principalement comme une marchandise.

Plus précisément en ce qui concerne l'élevage, les changements du commerce mondial sont généralement conditionnés, ou destinés à être conditionnés, par des changements dans les quotas d'importation, les coupures dans les tarifs appliqués, et la réduction des subventions à l'exportation. [2] Cependant, la situation a été compliquée par les restrictions imposées pour contrôler le transfert de maladies telles que la maladie de la vache folle et d'autres contrôles commerciaux liés à la santé. [3]

Plus généralement, il est maintenant clair que l'OMC a acquis le pouvoir de réglementer ce que les pays peuvent et ne peuvent pas faire en ce qui concerne leurs politiques alimentaires et agricoles, et les gouvernements ont tout utilisé pour faciliter une prise au cours du secteur agricole. Les négociations agricoles sont particulièrement complexes, mais en général les gouvernements dans les pays développés, en particulier l'Union Européenne et les États-Unis, sont toujours la canalisation des milliards de dollars d'appui interne à leurs grandes agro-entreprises, [4] tandis que les petits agriculteurs, en particulier dans les pays en développement, sont en concurrence avec ces entreprises géantes et deviennent de plus en plus vulnérables à la volatilité du marché libre. Bien qu'il ait été initialement promis que l'Accord sur l'agriculture (ASA) comprendrait un accès accru aux marchés pour les exportations agricoles de ces pays, c'est le contraire qui s'est passé, avec une grande agro-industrie croissante encore plus grande et les petits agriculteurs, décimés. [5] L'exemple le plus emblématique c'est ce de M. Lee Kyung Hae, qui s'est tué par la clôture entourant la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun en 2003. Il tenait une pancarte qui disait « L'OMC tue les paysans ».

Vingt ans plus tard, à la 10e réunion ministérielle à Nairobi en 2015, le délai original de 2013 pour la fin des subventions à l'exportation par les pays industrialisés a été prolongé, jusqu'à 2018. La promesse d'une solution permanente en vue de modifier l'accord sur l'agriculture à l'appui de pays comme l'Inde, l'Indonésie et d'autres petits pays producteurs reste, rien de plus que cela, une promesse vide. Cependant, en raison d'un accord dans le paquet de Bali 2013 sur une "clause de paix" sur l'agriculture, les pays ne sont pas autorisés à apporter leur soutien aux petits agriculteurs et constituants frappées par la pauvreté grâce à des programmes de sécurité alimentaire.

Vingt ans après sa création, les règles de l'OMC sur l'agriculture continuent de favoriser les sociétés transnationales et de défavoriser les petits agriculteurs.

## Exemples du contrôle de l'agro-industrie dans les secteurs alimentaires

**À l'échelle mondiale :**
90% du commerce mondial des céréales est contrôlé par seulement trois entreprises
71% de graines de soja dans le monde passe par trois entreprises de trituration de soja
66% de la totalité de la viande de porc est emballé par quatre sociétés

**Aux États-Unis :**
83,5% de l'emballage de bœuf aux États-Unis est contrôlée par quatre entreprises
60% du marché des semences de maïs américain est contrôlée par deux entreprises
48% du marché américain d'alimentation au détail est contrôlée par cinq entreprises

Source : Holt-Gimenez, Eric et Patel, Raj. (2012) " Rébellions de la nourriture: crise et faim de justice" Food First books [6]

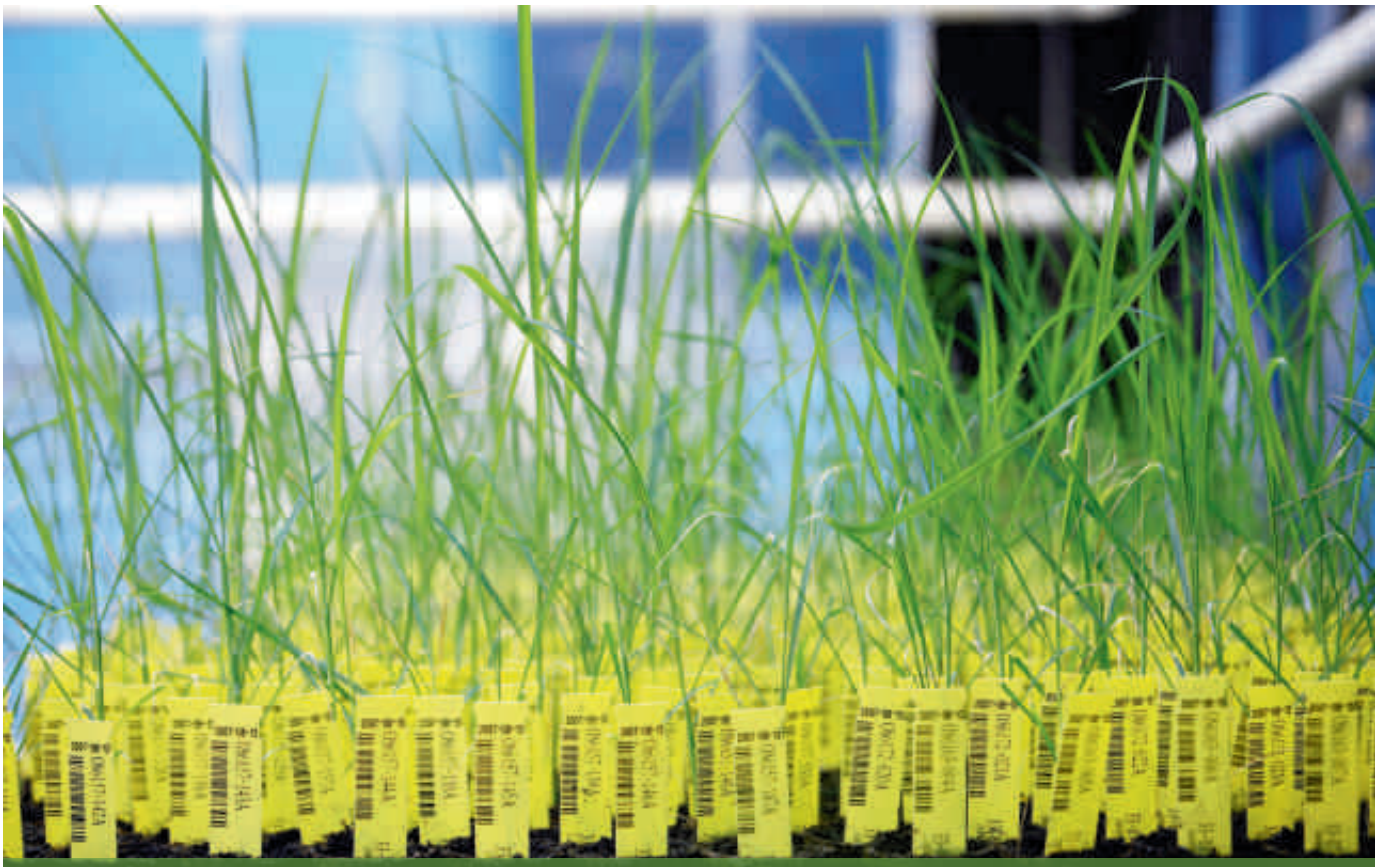
# L'agriculture en tant que puits de carbone

Aujourd'hui le changement climatique offre un nouveau point d'entrée pour les sociétés transnationales pour contrôler l'agriculture. Bien que l'agriculture n'est pas traité explicitement dans l'Accord de Paris de l'UNFCCC sur le changement climatique, le texte ouvre la voie à de nouveaux mécanismes de marché qui devraient être ouvert autour de l'agriculture et les sols, comme expliqué ci-dessus.

L'Alliance mondiale pour le climat Climat d'agriculture intelligente (Smart Agriculture), une alliance composée de gouvernements, sociétés transnationales, la Banque mondiale et d'autres, sont agressivement poussant pour la promotion du soi-disant Climat d'agriculture intelligente comme moyen de réduire la faim dans le monde, s'adapter aux récoltes de conditions météorologiques extrêmes, et de réduire la contribution de l'agriculture au changement climatique en utilisant les sols en tant que puits de carbone. Cette idée est basé sur ce qui est maintenant connu comme l'intensification durable -produire davantage d'aliments sur moins de terres, tout en étant capables de résister aux changements climatiques et en absorbant le carbone. La nouvelle tendance pour « superfermes » dans les fermes la production de l'élevage dans les parcs d'engraissement pourrait être favorisée par la notion d'intensification durable.

Toutefois, cette approche est également en faveur de l'agro-industrie sur les petits agriculteurs, et la création de marchés du carbone dans les sols est dénommé "économie brown". L'organisation Climat d'agriculture intelligente menace de conduire une nouvelle ponction terrestre de carbone, axée sur les territoires et terres des paysans et des communautés rurales partout dans le monde, avec une incidence particulière sur les femmes qui sont souvent responsables de l'agriculture de subsistance.

Il semble prêt à déclencher une augmentation de l'utilisation de cultures génétiquement modifiées (GM) conçues, en théorie, pour résister à quoi que ce soit, de la



**Plants de riz génétiquement modifié dans un test de récolte en serre. BASF/Flickr**

sécheresse à l'inondation. L'utilisation de l'agriculture en tant que puits de carbone plutôt que comme une source de nourriture et de la vie des personnes signifie que la comptabilisation du carbone pourrait devenir un facteur déterminant lorsqu'il s'agit de la conception de la politique agricole.

Climat d'agriculture intelligente pourrait avoir d'importantes répercussions sur notre nourriture, et affecter les décisions telles que comment et où la nourriture est produit, et pour qui. Le fait qu'il entraîne en outre réification signifie également que nous nous dirigeons vers un avenir où les grandes entreprises agroalimentaires transnationales pourraient posséder presque toutes les terres et l'agriculture, que ce soit à base de plantes ou animaux.

Comme la situation se stabilise après Paris, les projecteurs des médias ne sont peut-être plus sur la CCNUCC et encore moins sur l'OMC, mais la bataille est loin d'être terminée. L'alimentation et l'agriculture-tous les aspects de la culture des sols, la protection de la biodiversité, la prévention de la déforestation, de l'élevage du bétail, des cultures et la préservation des semences - est essentielle non seulement pour la vie des paysans, des femmes, des petits agriculteurs et des communautés, mais pour nous tous.

Nous avons le droit à l'alimentation et le droit à un climat sain et nous devons arrêter les sociétés transnationales et les marchés interférents, par l'entremise des règles du commerce ou le régime climatique. Nous devons soutenir la lutte pour la souveraineté alimentaire dans le monde et renouveler notre façon de nous rapporter à la Mère Nature, soutenir l'agro-écologie des paysans et maintenir et promouvoir l'élevage petit et durable du bétail.

"Les petits agriculteurs continuent d'alimenter le monde avec moins d'un quart de toutes les terres agricoles." [7]

Et avec cette inspiration, nous allons continuer la lutte.

**Femme éleveur de bétail en El Salvador. Jason Taylor pour Friends of the Earth International/CIC**

[1] Pour plus d'information voyez: http://foeeurope.org/gmos

[2] Cattle and Beef International Commodity Profile, Food and Agriculture Organization, undated, http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1215457178567/Cattle_and_beef_profile.pdf pp11/12

[3] Cattle and Beef International Commodity Profile, Food and Agriculture Organization, undated, http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1215457178567/Cattle_and_beef_profile.pdf pp14/15

[4] Global Economic Prospects 2004: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda, World Bank, http://siteresources.worldbank.org/INTRGEP2004/Resources/gep2004fulltext.pdf

[5] Hungry for Land: Small farmers feed the world with less than a quarter of all farmland, GRAIN, 28 May 2014, https://www.grain.org/article/entries/4929-hungry-for-land-small-farmers-feed-the-world-with-less-than-a-quarter-of-all-farmland

[6] Food Rebellions: Crisis and the hunger for justice, Eric Himenez-Holt, Raj Patel and Annie Shattuck, http://sacademia.edu/5726958/Food_Rebellions_Crisis_and_the_Hunger_for_Justice

[7] Hungry for Land: Small farmers feed the world with less than a quarter of all farmland, GRAIN, 28 May 2014, https://www.grain.org/article/entries/4929-hungry-for-land-small-farmers-feed-the-world-with-less-than-a-quarter-of-all-farmland

# Intensification de l'agriculture et de la production d'élevage : climato-intelligent ?

Par **Miguel Lovera**, Centre d'Etudes Rurales et de Réforme des Terres de l'Université Catholique du Paraguay

Tandis que la communauté internationale fait l'éloge de l'accord de Paris comme s'il constituait un jalon déterminant dans la lutte de l'humanité contre les émissions à effet de serre, la vérité est que cet accord ne contient rien de plus qu'une reconnaissance (près de deux décades et demie après la première signature de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques) de la réalité du changement climatique. Mis à part cela, il renforce fermement le scénario d'un maintien du statu quo, qui demeure basé sur une production et des modèles de consommation non durables, et qui est très peu enclin à défier nos usages toujours grandissants de combustibles fossiles. [1]

De plus, l'accord de Paris présente de 'fausses solutions' sans preuves à l'appui, distractives, et même dangereuses – telles que la géo-ingénierie, [2] le REDD+ [3] et la soit disant agriculture 'climato-intelligente' [4] – comme uniques possibilités de lutte contre le changement climatique.

Il existe bien sûr une raison à cela : ces solutions complexes et en faveur du commerce se concentrent sur la création d'opportunités commerciales lucratives, permettant ainsi aux gouvernements et aux compagnies de sembler 'agir' sans chambouler l'ordre établi de l'économie. Et pourtant – en plus de donner le feu vert à des technologies non-testées et potentiellement dangereuses – cela ouvre la porte à un mercantilisme excessif pour les personnes et les organisations ayant peu ou pas d'intérêt à combattre le changement climatique, et aucun intérêt au bien-être de ceux qui pourraient subir les conséquences négatives de ces projets basés sur le marché (notamment toutes les populations étant expulsées de leurs territoires traditionnels et perdant leurs moyens de subsistance).

Le modèle de l'agriculture 'climato-intelligente' est au premier plan de nombreuses négociations inter-gouvernementales. Il s'agit d'une autre approche fallacieusement nommée qui participe en fait à maintenir le statu quo, étant ici l'agriculture industrielle. [5] Bien que l'accord de Paris ne soutienne pas effectivement ce modèle de l'agriculture climato-intelligente, la plupart des gouvernements participant aux négociations sur le changement climatique se ont concentré leur attention sur cette agriculture climato-intelligente comme étant l'une de leurs options privilégiées. Pourtant l'agriculture industrielle a déjà transformé des millions d'hectares de végétation luxuriante, de forêts, de savanes, de zones humides et de mosaïques de plantations de petite échelle riches en biodiversité, en monocultures rémunératrices qui s'étendent sans fin, notamment des champs de soja, de maïs, de riz, de blé, de canne à sucre, de colza et d'huile de palme. Cet engrenage est en train de détruire les paysages agricoles qui par le passé, abondaient en diversité animale et végétale – piliers de la souveraineté alimentaire des populations du monde.

Cela est si flagrant dans mon pays, le Paraguay, où presque 50% des fermiers ont perdu leurs terres en moins d'une vingtaine d'années, cédant avec réticence (ou étant forcé de laisser place) aux intérêts et à l'agressivité des agrobusiness cherchant des terrains à cultiver. Aujourd'hui, ces plantations

couvrent au moins 92 % des terres agricoles du Paraguay. En retour, cela a conduit à une hausse stupéfiante des traitements agrochimiques – de presque + 1000 % depuis les 20 dernières années ! [6]

L'agriculture industrielle a aussi transformé l'Argentine, qui était, jusqu'à récemment, connue pour produire la meilleure viande du monde, laquelle était issue de pâturages presque intégralement naturels. Ce pays – qui, dans l'accord de Paris, a défendu si fervemment une référence à la nécessité d'éviter les mesures d'atténuation climatique ayant des effets néfastes sur la « production alimentaire » – est à présent sur le point d'importer du bœuf, dans la mesure où 56% de ses terres agricoles sont aujourd'hui consacrées à la production de soja. [7] L'effet subséquent à ceci est qu'une grande quantité du bœuf toujours produit est maintenant élevé dans d'étroits parcs d'engraissement [8] où l'objectif est simplement d'engraisser les bêtes autant et aussi rapidement que possible.

Cela advient à un certain et sombre prix. Les animaux subissent d'indicibles supplices et tortures. Les incidences environnementales sont elles aussi consternantes, allant de la contamination des eaux de surface et souterraines par les résidus de produits chimiques – dont des antibiotiques, à la pollution de l'air par la poussière et les mouches rendant insoutenable la vie des communautés environnantes ! [9]

**Récolte de soja CIC.United Soybean Board/Flickr**

Ces changements surenchérissent sur les transformations socioéconomiques existantes qui sont déjà en train de bouleverser la vie des populations rurales. Peut-être que l'aspect le plus critique renvoie aux impacts sur la santé publique. L'élevage industriel de différentes espèces, en particulier dans ces dites 'Opérations Concentrées d'Alimentation Animale' (CAFOs - Concentrated Animal Feeding Operations), amène les populations locales à ingérer par inadvertance des doses excessives de pesticides ; et à une échelle plus globale, conduit les consommateurs à ingurgiter encore plus de produits chimiques, notamment d'hormones, de stéroïdes et d'antibiotiques. [10] Ce système d'élevage intensif a aussi engendré de nouvelles variétés de bactéries qui sont résistantes aux antibiotiques, rendant alors les traitements antibiotiques inopérants (notamment pour la santé humaine). Cela est en train de créer une des plus dangereuses menaces à la santé publique qui n'ait jamais été sur terre !

Par ailleurs, l'accord de Paris n'est pas un exemple isolé de cooptation corporatiste des Nations Unies. Il existe dans le conseil un élan vers la promotion de solutions avantageuse pour le commerce. En ce qui concerne la nourriture, cela renvoie par exemple aux Nations Unies. Les grandes compagnies, avec le soutien des gouvernements du nord en particulier, ont un calendrier clair qui se concentre sur la domination et le maintien d'une main de fer sur le 'business' alimentaire, surtout maintenant que la nourriture devient une marchandise stratégique à la lumière des menaces du changement climatique.

Pour exemple, dans l'ébauche du rapport des Experts de Haut Niveau concernant la production animale préparée pour le Comité sur la Sécurité Alimentaire des Nations Unies, [11] le modèle d'une production alimentaire intensive en tant que moyen permettant de nourrir l'ensemble de la planète est couvert d'éloges ; et est négligé le fait que les systèmes d'alimentation traditionnels,

associés à l'agro-écologie, offrent un moyen plus efficace, plus équitable et favorable à l'environnement pour répondre à cet ambitieux objectif. [12] Cela va sans dire, la majorité des 'experts' ayant rédigé ce rapport représentent les grandes entreprises de viande et leurs alliés.

Alarmé ? Je le suis pour sûr !

**Bannière a l'assembly paysan qui dit "Produits agrochimiques violent les droits de l'homme - Un hommage à Silvino Talavera". Wanqing Zhou**

[1] Global consumption of fossil fuels continues to increase, Institute for Energy Research, 18 June 2015, http://instituteforenergyresearch.org/analysis/global-consumption-of-fossil-fuels-continues-to-increase/

[2] Geopiracy: the case against geoengineering, ETC Group, October 2010, http://www.criticalcollective.org/?publication=geopiracy-the-case-against-geoengineering

[3] REDD Alert! How REDD+ projects undermine peasant farming and real solutions to climate change, GRAIN and World Rainforest Movement, October 2015, http://www.criticalcollective.org/?publication=redd-alert-how-redd-projects-undermine-peasant-farming-and-real-solutions-to-climate-change

[4] Agroecology and Climate Justice: a People's Guide to Paris and Beyond, Friends of the Earth International, November 2015, http://www.criticalcollective.org/?publication=agroecology-and-climate-justice

[5] Agroecology and Climate Justice: a People's Guide to Paris and Beyond, Friends of the Earth International, November 2015, http://www.criticalcollective.org/?publication=agroecology-and-climate-justice

[6] Con la soja hasta el cuello: informe sobre agronegocios 2013-2015, BASE-IS, Asuncion, 2015. http://www.biodiversidadla.org/Portada_Principal/Documentos/Con_la_soja_al_cuello_Informe_sobre_agronegocios_en_Paraguay_2013-2015

[7] Calculated on basis of data from the Rosario Commodities Exchange: https://www.bcr.com.ar/Pages/gea/estimaProd.aspx

[8] Argentine beef: changing all the time but with new production and market opportunities, Liz Bonsall, Promar International, 7 September 2012, http://www.globalmeatnews.com/Analysis/Argentine-beef-changing-all-the-time-but-with-new-production-and-market-opportunities

[9] Pollution from giant livestock farms threatens public health, National Resources Defense Council, webpage as at 17 February 2016, http://www.nrdc.org/water/pollution/nspills.asp

[10] Risk assessment of growth hormones and antimicrobial residues in meat, Sang-Hee Jeong, Daejin Kang, Myung-Woon Lim, Chang Soo Kang and Ha Jung Sung, Toxicol Res. 2010 Dec; 26(4): 301–313.doi: 10.5487/TR.2010.26.4.301, http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3834504/

[11] Sustainable agriculture development for food security and nutrition, including the role of livestock, (V0 draft for public consultation), Committee on World Food Security, 2 October 2015, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/PT_SustAgrDevLiv/Docs/HLPE_Sust-Agr-Dev-Livestock_2-October-2015_Draft-V0.pdf

[12] Agroecology and the Right to Food, report to UN General Assembly, submitted by Olivier De Schutter, 20 December 2010, http://www.srfood.org/en/report-agroecology-and-the-right-to-food

# Ce qui a manqué dans l'accord climatique Paris : toute mention de l'élevage industriel

Par **Mia MacDonald**, directeur exécutif de Brighter Green, trésorier, Green Belt Movement International-U.S.

"Ce que tout le monde devrait savoir au sujet de l'Accord sur le climat CDP 21: les mots "combustibles fossiles" n'apparaissent pas. C'est le même cas avec les mots "huile" ou "charbon", écrivain et militante Naomi Klein observe dans un tweet grandement retweeté. C'est le cas en dépit de l'importance que la récente conférence sur le climat de Paris, comme le discours mondial du changement climatique, a donné de la réduction et de l'élimination rapide des combustibles fossiles en faveur des sources d'énergie renouvelables à émission zéro ou à émissions faibles.

Les combustibles fossiles ne sont pas les seuls mots importants manquant dans le texte de l'Accord de Paris, qui, atteint par près de 200 pays au Sommet de l'UNFCCC COP 21, s'engage à conserver des hausses de la température mondiale à moins de 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels et de travailler vers un objectif plus ambitieux, de limiter la hausse de température globale à 1,5 °C. Mais l'Accord a largement ignoré un fait crucial : ce que le monde mange et comment il fabrique sa nourriture sont des facteurs essentiels dans la lutte contre le changement climatique.

Le secteur mondial de l'élevage représente déjà une part importante des émissions de gaz à effet de serre (GES), 14,5 %, autant que les émissions d'échappement du secteur de transport du monde. Il est également responsable de près de la moitié des émissions de méthane dans le monde (et le méthane est d'au moins vingt-cinq fois plus puissant que le $CO_2$ en termes d'impact sur le réchauffement planétaire). Le bétail et la production de soja sont de loin les principales causes de la déforestation en Amérique du Sud, le continent avec le taux de déforestation le plus élevé du monde, et la viande et la production d'aliments du bétail sont également des facteurs clés de la perte des forêts et du changement d'utilisation des terres dans les autres régions.

Si les tendances actuelles se poursuivent, la consommation

**Porcs transportés en Chine, encore capturés dans le film "What's for Dinner?". Brighter Green**

mondiale de viande devrait augmenter de 76 % d'ici 2050. Il sera presque impossible d'atteindre les cibles convenues à Paris sans un changement à manger, et produire, moins de viande, comme bien d'autres produits d'origine animale.

Il est donc étonnant de trouver cette question non prévue dans l'Accord de Paris. Comment un document de 31 pages sur le sort de la planète et accepté par 195 pays ne mentionne pas la contribution de l'agriculture animale industrielle aux émissions de gaz à effet de serre, même une fois? Aucune mention de "viande", "bétail", "poisson", l'une ou l'autre.

Il est également intéressant de noter quelques-uns des autres mots qui ne sont pas inclus dans l'accord de Paris. Il n'y a aucune mention des " animaux " ou " d'autres espèces, et le mot " biodiversité " ne se produit qu'une seule fois. Les animaux non humains, ont-ils également une participation dans le changement climatique, et un droit d'habitats habitable, air respirable, des sols sains, des océans stables et des écosystèmes intacts?

En partie, ces absences reflètent la nature de ces accords et la façon dont ils sont générés. Ils sont pleins d'aspirations autant que proscriptives afin de permettre aux pays de se sentir qu'ils ont des options quant à la façon dont ils les mettent en œuvre- et, franchement, pour amener les gouvernements à les acheter et ne pas être dissuadées par les intérêts et des lobbies nationaux (c'est-à-dire, aux États-Unis, comme dans beaucoup d'autres grands pays

**Poussins éclos dans les tiroirs des incubateurs. Sanctuaire de ferme**

émetteurs, l'industrie des combustibles fossiles et de l'agro-industrie).

Le défi consiste maintenant à exploiter les engagements qui ont été pris, en vue de créer de nouvelles normes et, avec le temps, un nouveau langage, plus inclusif. Par exemple, l'accord "se félicite des efforts de tous les intervenants « non-Partie » à s'adresser et répondre au changement climatique, y compris celles de la société civile, le secteur privé, les institutions financières, les villes et les autres autorités infranationales."

Cela pourrait être interprété comme une suggestion aux organisations impliquées dans la protection des animaux (sauvages ou domestiques), des sociétés privées qui développent alternatives à base de plantes pour substituer de la viande et des produits laitiers (et les investisseurs pour les aider à croître) et d'autres sont invités à présenter des propositions pour faire face au changement climatique. Est-ce une invitation irrésistible? Eh bien, c'est probablement plus fort pour les entreprises que pour la société civile au sens large. Mais c'est toujours un chemin dans le discours. Nous ne devrions pas l'oublier.

L'Accord reconnaît également l'importance des "styles de vie durables et des modes durables de consommation et de production." C'est la langue « passe-partout » qui est de plus en plus commun dans les accords et les analyses internationaux sur l'environnement. Néanmoins, il offre la possibilité de faire valoir pour les nombreuses façons pratiques et réalisables que les régimes alimentaires à faible teneur ou exempt de produits d'origine animale réduisent ou éliminent les émissions de GES au point de consommation et de production, y compris les combustibles fossiles et les émissions de dioxyde de carbone que la plupart des délégués à Paris étaient concentrés sur.

" Aliments " n'affiche trois fois dans le texte, y compris un appel à l'article 2 afin de protéger la "

sécurité alimentaire " et de mettre fin à la famine, et à reconnaître les " vulnérabilités particulières des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes du changement climatique." Cette formulation évoque, mais n'a pas vraiment capturé, le drame, l'urgence des effets énormément déstabilisateurs que le réchauffement de la planète a déjà sur l'agriculture dans la forme des pénuries d'eau, des précipitations irrégulières, des températures plus élevées, et de la désertification.

Le texte note également que les mesures d'adaptation ne devraient pas menacer la production alimentaire. On m'a dit que cette phrase a été insérée dans le texte par l'Argentine, l'un des principaux producteurs et exportateurs de soja pour l'alimentation du bétail, ainsi qu'un important producteur de viande. D'autres leaders de la viande et des aliments pour animaux et de grandes " puissances " émetteurs de GES comme les États-Unis, l'Union Européenne, le Canada, le Brésil et la Chine n'ont pas soulevé d'objections.

Il y a un revers, cependant. Il peut également être soutenu, avec des données solides, que l'agriculture intensive d'animal lui-même menace la production alimentaire, en particulier les systèmes alimentaires durables, équitables, et résilients au climat. C'est en raison de ses énormes exigences de l'eau, de la terre, et d'engrais chimiques, les monocultures pratiquement dénués de vie qu'il crée et l'énorme pollution de l'eau, la déforestation, et l'appauvrissement de la diversité biologique qu'il entraîne. Et de l'agriculture animale ne peut pas sérieusement être décrite comme offrant une voie de GES " faible ", compte tenu de sa contribution aux GES.

Certains ont dit autant à Paris, au moins en dehors des chambres de négociation formelle. "Il est complètement inacceptable que l'alimentation, et surtout la question de la viande, ne figure pas en première place sur l'ordre du jour de la COP," dit Jo LEINEN, député allemand du Parlement Européen, s'exprimant lors d'un événement parallèle officiel, Brighter Green, coparrainé au sommet climatique sur les émissions de la viande du gaz à effet de serre, [1] avec Chatham House, la Humane Society International, et l'Initiative EAT. La plupart de ceux qui y ont participé ont été d'accord: ce devrait être une question de politique publique, pas une frange préoccupation des peaux, mais croissants, 'végétaliens du climat' du monde.

Comme mes collègues de Chatham House, qui ont terminé un étude exhaustive récent sur les attitudes du public à l'égard de la sensibilisation au rôle de la viande dans le changement climatique, [2] signalent que les chercheurs de l'Université de Cambridge ont trouvé qu'une transition globale vers une alimentation plus saine pourrait réduire les émissions équivalentes de $CO_2$ par un supplément de 6 milliards de tonnes en 2050, presque tous d'une réduction de la consommation de viande. Un accent sur les changements alimentaires pourrait aussi réduire les coûts de l'atténuation des changements climatiques par jusqu'à 50 % d'ici 2050. De toute évidence, ces changements alimentaires doivent être inclus dans l'ordre du jour des futures actions de lutte contre le changement climatique.

**Directeur exécutif de Brighter Green Mia MacDonald et l'associé Wanqing Zhou ont participé au sommet du climat de la COP21 conclu le 12 Décembre. Pour plus d'information sur leur travail là-bas et pour regarder les photos, cliquez ici.**

[1] COP21 webpage, Brighter Green, accessed 17 February 2016, http://brightergreen.org/cop21/

[2] Livestock - climate change's forgotten sector: Global public opinion on meat and dairy consumption, Chatham House, December 2014, https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20141203LivestockClimateChangeBaileyFroggattWellesley.pdf

# Le tragique triangle du consumérisme de la viande et de l'espoir pour l'avenir

Par **Wanqing Zhou**, Associé à Brighter Green et Associé de Recherche à l'Institut Worldwatch

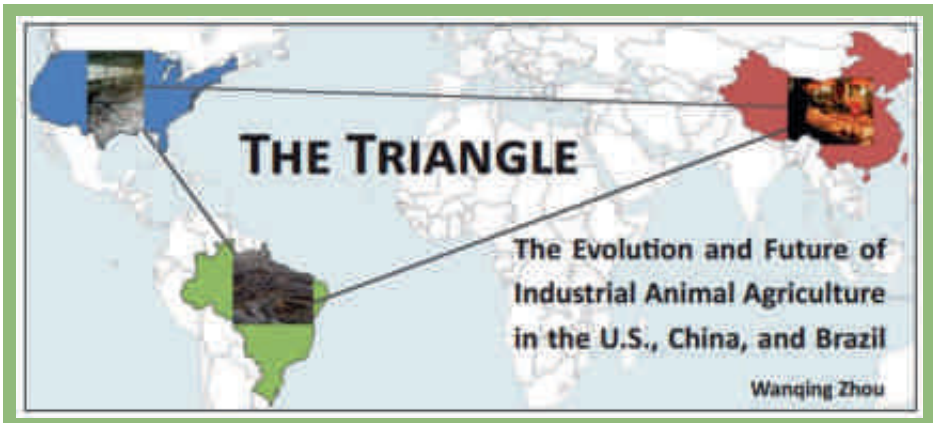
Trop de personnes, quand bien même elles viennent de différents milieux culturels, pensent qu'une 'meilleure vie' est impossible sans viande ni œufs, sans produits laitiers et autres produits animaux – une perspective étroitement liée aux modes de vie des pays industrialisés d'Occident.

Trop de personnes, quand bien même elles viennent de différents milieux culturels, pensent qu'une 'meilleure vie' est impossible sans viande ni œufs, sans produits laitiers et autres produits animaux – une perspective étroitement liée aux modes de vie des pays industrialisés d'Occident.

Par conséquent, comme les niveaux de vie s'améliorent dans les pays émergents, la hausse de la consommation de produits animaux est l'un des facteurs alimentant l'expansion d'une agriculture monoculturale et d'un élevage animal industriel, à l'occidentale, intensif et de grande échelle. De telles pratiques se révèlent être de considérables défis pour le changement climatique, les ressources naturelles, la santé de l'environnement, la santé publique, les modes de vie paysans et le bien-être animal.

Les Etats-Unis, la Chine et le Brésil constituent trois grands acteurs représentatifs dans le secteur de la viande et de l'alimentation globalisés. Ils forment les trois points d'un triangle : un exportateur majeur du modèle industrialisé de la production de produits animaux et laitiers vers les pays en voie de développement (Etats-Unis), une économie en croissance rapide ayant un appétit colossal en matière de produits animaux (Chine), et un pays porteur de conflits entre les apparents bénéfices économiques que procure une croissante production agricole liée à l'élevage et le besoin de protéger quelques uns des plus beaux et des plus écologiquement importants écosystèmes de la planète (Brésil).

Les retentissements de l'expansion de l'agriculture industrielle ne sont cependant pas restreints à ces pays. Par exemple, à répondre à la croissance globale de la demande de produits animaux et de fait d'alimentation animale, le Paraguay s'est rapidement développé ces dernières années pour devenir un producteur et un exportateur phare de soja. Tout comme son voisin brésilien, le Paraguay fait aujourd'hui




**« Le Triangle : L'Evolution et le Futur de l'Agriculture Animale Industrielle aux Etats-Unis, en Chine et au Brésil »** est un document de travail qui explore le 'triangle de l'industrie de l'élevage' en mettant en relations les plus grands acteurs de l'industrie animale (les Etats Unis, la Chine, le Brésil). Ce document analyse les dynamiques qui donnent forme à cette triangulation.

l'expérience des retentissements négatifs de la monoculture industrielle de soja.

Au Paraguay et dans bien d'autres pays d'Amérique Latine où les champs de soja gagnent de plus en plus de terrain, les communautés autochtones sont expulsées des forêts, lesquelles sont brûlées pour faire de la place aux plantations de soja. De jeunes vies ont été perdues au profit de champs de soja qui, résistants aux herbicides, sont fumigés de pesticides (de même qu'ont été perdues les plantations biologiques des paysans des communautés). Les emplois dans les fermes ont disparus dans la mesure où les machines ont remplacé la main d'œuvre. Qui plus est, les profits de ces cultures de soja sont revenus aux élites locales et aux compagnies multinationales, ce qui exacerbe encore davantage les inégalités sociales.

Dans un même temps, la surconsommation de viande, d'œufs et de produits laitiers alimente les épidémiques « maladies de l'abondance », notamment l'obésité, les diabètes de type 2 et les maladies cardio-vasculaires. Cela est en train de se passer dans les pays développés comme dans ceux en voie de développement ; et ces maladies ont des conséquences particulièrement marquées sur les consommateurs à faibles revenus. [1] La cause prend racine dans les politiques qui subventionnent la production à grande échelle de produits animaux bon marché plutôt que la production d'aliments sains.

Les conséquences de la surproduction et de la surconsommation de viande ne se restreignent cependant pas au plan physiologique. De nombreux fermiers d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud, qui ont perdus leurs moyens de subsistance du fait de l'agriculture industrielle, ont fini par travailler dans des usines agricoles ou dans des établissements de traitement de la viande aux Etats Unis, où leurs droits ne sont pas protégés. De longues heures d'un travail répétitif, impliquant souvent la mutilation, l'exécution ou la découpe d'animaux, rendent ces ouvriers sujets à des troubles psychologiques, ayant même accru le taux de

**Mbya familles déplacées de la forêt en raison de l'expansion des agriculteurs du soja. Wanqing Zhou**

**Forêt défrichées pour les plantations de soja au Paraguay. Wanqing Zhou**

**Champ de soja dans l'est du Paraguay. Oliver Munnion**

**Les installations de transformation du soja dans l'est du Paraguay. Ronnie Hall/CIC**

criminalité dans certaines communautés voisines de ces usines agricoles et de ces abattoirs. [2, 3]

Dans Le Triangle : L'Evolution et le Futur de l'Agriculture Animale Industrielle aux Etats-Unis, en Chine et au Brésil, un document de travail publié par le groupe d'action de politiques publiques « Brighter Green » basé à New York, l'auteur donne un bref résumé de l'histoire de l'élevage industriel dans ces pays, et montre que l'expansion générale d'un tel système est une conséquence naturelle de la croissance capitaliste et de la globalisation. Mais l'avenir est plus important que le passé. Alors comment pourrions-nous répondre à présent, pour donner forme à cet avenir ?

D'un point de vue strictement économique, face à une demande croissante, l'évolution vers une production industrialisée à forte intensité de capital semble inévitable et désirable (afin de répondre à la demande). Cela dit, il est aussi certain que, d'un point de vue écologique et sociologique, une telle évolution est non durable, et surtout, évitable et ajustable. Comme l'ont une fois écrit les professeurs de sociologie rurale William Heffernan et Mary Hendrickson : « Les sociologues pensent que le système [économique] actuel [favorisant l'intensification et la consolidation de systèmes agricoles] a été mis en place par les hommes et peut être modifié ».

Dans les débats concernant le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux, la viande (et en particulier le bœuf) en tant que source de protéine a été comparée au charbon en tant que source d'énergie. Le concept de « délégitimation » des combustibles fossiles a été discuté dans le contexte d'une limitation de la consommation de ces combustibles fossiles. De la même manière, délégitimer la surconsommation de nourriture à base de viande détient le potentiel de transformer le système dominant actuel en un système plus durable. Les groupes et les individus sont en train de reconsidérer la relation entre les être humains et les produits animaux, se lèvent à présent et mettent en œuvre des changements partout sur le globe.

Par exemple, d'un point de vue sanitaire, des organisations telles que le Comité des Physiciens pour une Médecine Responsable sont en train de délégitimer la surconsommation de produits animaux en révélant leurs implications dans les maladies chroniques et aigües. De nombreux groupes défenseurs des droits et du bien-être des animaux délégitiment la surconsommation de produits animaux en mettant en

**Paysan au Paraguay condamnant les herbicides de fumigation pour détruire ses récoltes et la santé des communautés locales. Wanqing Zhou**

lumière la triste réalité de la souffrance animale dans les usines agricoles aux consommateurs compatissants. Des chercheurs et des activistes environnementaux délégitiment aussi la surconsommation de produits animaux en présentant clairement le lien entre la production animale industrielle et la déforestation, la pollution des eaux, l'érosion des sols et le chaos climatique.

Ces forces se rassemblent et se développent rapidement. Cependant, pour qu'une telle « mondialisation par la décroissance » puisse réussir, un soutien politique est aussi nécessaire. Celui-ci devrait recouvrir des suggestions de niveaux de consommation, une baisse des subventions pour les secteurs alimentaires et animaux, des régulations environnementales plus strictes avec une mise en application renforcée, et une éducation publique convaincante. Par exemple, bien qu'on reproche souvent à la Chine sa consommation grandissante de viande, le gouvernement chinois a établi, dans son plan de développement nutritionnel, un objectif de consommation de viande par tête qui est bien plus bas que le niveau actuel de consommation nationale, et qui représente environ un quart de la consommation par habitant des Etats-Unis et du Brésil. Une politique comme celle-ci est un pas vers un meilleur avenir.

En dernier lieu, une réflexion plus poussée sur la multifonctionnalité de l'agriculture est nécessaire pour permettre à tout agriculteur, à tout consommateur et à tout acteur politique de prendre des décisions durables. Lorsque les animaux seront considérés comme plus qu'une simple source de protéines, et que leurs multiples rôles dans un système agricole et écologique sain seront pleinement reconnus et évalués, nous serons aptes à faire un progrès fondamental dans la dislocation de ce triangle animal et alimentaire.

[1] Beyond meatless, the health effects of vegan diets: findings from the Adventist cohorts, Lap-Tai Le and Joan Sabaté, 2014, Nutrients, 6:2131-2147. http://www.mdpi.com/2072-6643/6/6/2131

[2] Slaughterhouses and Increased Crime Rates – An Empirical Analysis of the Spillover From "The Jungle" Into the Surrounding Community, Fitzgerald, A.J., L. Kalof, and T., Dietz. 2009, Organization & Environment, 22(2):158-184. http://oae.sagepub.com/content/22/2/158.abstract

[3] Human Consequences of Animal Exploitation: Needs for Redefining Social Welfare, Matsuoka, A. and J. Sorenson, 2013, Journal of Sociology and Social Welfare, 40(4):7-32

# Les objectifs de développement durable et les forêts de Bolivie

Par **Pablo Solon**, directeur exécutif de la Fondation Solon

## La perte du lac Poopó

Scandaleusement, le deuxième plus grand lac de la Bolivie s'est tari. Les causes de sa disparition sont nombreuses et complexes, mais parmi eux est l'élévation de la température et l'augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles comme El Niño, causés par le changement climatique. Lac Poopó-avec une dimension de 2.337 km$^2$ et une profondeur de 2,5 mètres, est maintenant un désert avec quelques mares d'eau dans le milieu, pas plus de 30 cm de profondeur.

Alors que la température moyenne a augmenté de 0,8°C à l'échelle de la planète, sur le lac Poopó a augmenté de 2,5°C. La disparition du lac a laissé des milliers de flamants roses et de poissons morts. Les bateaux de pêche sont ancrés sur sol sec, et des centaines de membres de la communauté, antérieurement indépendantes, qui ont été impliquées dans le secteur de la pêche depuis des siècles, sont désormais confrontés à un avenir très incertain et ont besoin de soutien. C'est le vrai visage du changement climatique, qui est en pleine expansion comme un cancer à travers le monde.

**Images satellite de Lac Poopó prises en 2013 et 2015. Observatoire de la terre de la NASA**

# Les forêts subissent le même sort?

Ce fut une grande joie d'apprendre que le 25 septembre 2015 les gouvernements de 193 pays, la négociation à l'Organisation des Nations Unies, approuvé les buts de développement durable (groupes), y compris SDG 15.2, qui stipule explicitement que la déforestation doit être arrêtée en 2020.

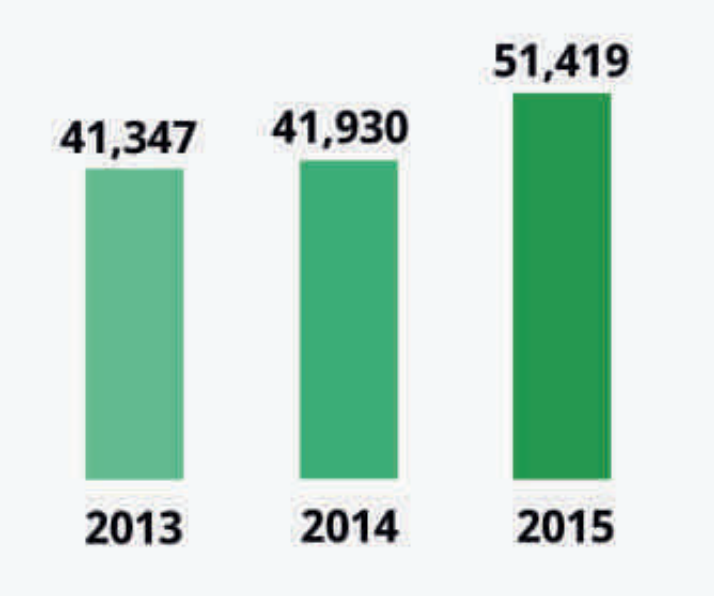
Cet objectif est, enfin, crucial et très concret. En 2014, 18 millions d'hectares de forêts ont été perdus à l'échelle mondiale. [1] La perte de forêts, de concert avec l'agriculture et l'utilisation des terres, [2] génère 24 % des émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent la planète et qu'on pense aggravent les phénomènes climatiques comme El Niño. [3]

Cependant, trois mois plus tard, à la 21e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, ces mêmes gouvernements ont omis d'inclure cet objectif clé dans leur document final de la conférence d'accord de Paris. Les pays ayant des taux élevés de déforestation, tels que le Brésil, l'Indonésie, le Myanmar, le Nigéria, la Tanzanie, le Paraguay, l'Argentine et la Bolivie, ont également échoué à s'engager à arrêter le déboisement en 2020 lors de l'inscription de leurs contributions nationales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (le Brésil et la Bolivie dissent qu'ils vont seulement arrêter le déboisement illégal en 2020).

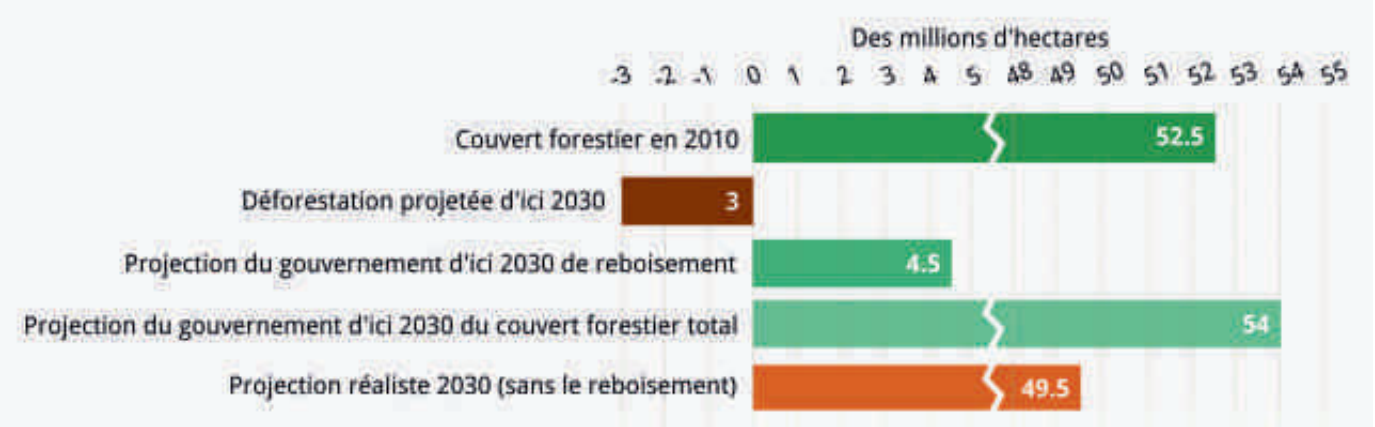
En fait, dans le cas de la Bolivie, son document de "contribution", qui a été officiellement présenté à la CDP 21, implique le déboisement de trois autres millions d'hectares de forêts indigènes d'ici 2030, ce qui viole totalement le SDG 15.2 approuvé il y a quelques mois seulement. Nous ne pouvons pas laisser la même chose qui s'est passé au Lac Poopó, maintenant arriver à nos forêts.

Selon l'Institution de supervision et de contrôle social des forêts et des terres de la Bolivie (ABT), les incendies du bouisson, d'herbe et de forêt dans le pays ont augmenté de 21 % en 2015, comparativement à 2014: il y avait 41,930 répertoriés en 2014 mais ils ont augmenté à 51,419 en 2015. Selon l'ABT, 46% de ces incendies ont eu lieu à Santa Cruz, et 41 % à Beni. En ce qui concerne les causes, l'ABT prétend que 41% de ces incendies ont été causés par l'utilisation de bétail, 38 % se produisent en permanence dans les terres forestières, les zones protégées et des réserves forestières, et 15 % dans les zones agricoles. [4]

Nous n'avons toujours pas de rapport du nombre total d'hectares déboisés en Bolivie au cours de 2015, mais il ne fait aucun doute que ce chiffre aura augmenté, puisque la moyenne de la déforestation en 2013 était de 163,000 hectares, avec un total de 41,347 incendies.




**Bush, l'herbe et les incendies de forêt en Bolivie**




**Le gouvernement bolivien prétend que le couvert forestier aura augmenté à 54 millions d'hectares en 2030. Toutefois, avec 3 millions d'hectares de la déforestation et du fait que les tarifs de "reboisement" sont peu susceptibles d'être atteints, le couvert forestier en 2030 est plus susceptible d'avoir baissé à 49,5 millions d'hectares.**

## Le reboisement? La véritable alternative est zéro déforestation

La plantation d'arbres est très louable et nous devons tous nous impliquer dans la campagne bolivienne « mon arbre », mais il est important de noter que la déforestation en Bolivie défait ces efforts.

Selon le ministère de l'environnement et de l'eau de la Bolivie, un million de jeunes plants d'espèces indigènes ont été plantés à la fin de 2015 (la replantation d'espèces non indigènes serait écologiquement destructrice, et les espèces exotiques envahissantes comme l'Eucalyptus sont la deuxième plus importante cause de perte de biodiversité mondiale après le changement d'utilisation des terres).

L'objectif est de planter 5 millions d'ici à la fin de 2016 couvrant une superficie de 7,731 hectares. Tout cela sonne bien mais c'est en fait moins de 5 % de la superficie de forêts détruite en 2013. Il doit aussi être ajouté que ces millions de semis devront être soigneusement nourrie pendant les 10 à 20 prochaines années si elles veulent survivre et, même lorsqu'ils parviennent à maturité, ils ne pourront jamais compenser la perte de la biodiversité exubérante dans les forêts qui ont été détruits.

En Bolivie, la proposition de réductions des émissions indique que, afin de compenser le déboisement de 3 millions d'hectares, 4,5 millions d'hectares de semis seront plantés par les seuls efforts nationaux. Il poursuit en disant qu'avec l'appui de la coopération de la communauté internationale la Bolivie pourrait reboiser un total de 6 millions d'hectares en 2030. Pour la partie nationale du projet, plus de 250 millions de semis doivent être plantés chaque année jusqu'en 2030 à un coût total de 4,500 millions de dollars, qui est l'équivalent des deux tiers de la dette extérieure actuelle de la Bolivie.

Nous ne pouvons pas nous mentir à nous-mêmes. Même s'il s'agit d'une véritable remise en état des forêts, le reboisement de 4,5 millions d'hectares en 2030 ne se produira pas en Bolivie. Le gouvernement dit tout simplement qu'ils vont reboiser 4,5 millions d'hectares à nous détourner du fait que le déboisement de 3 millions d'hectares seront catastrophiques pour les forêts restantes, les communautés autochtones et les différents domaines qui seront exposés à des événements extrêmes comme les inondations et les sécheresses en conséquence.

Il sera également très nocif pour les changements climatiques à l'échelle mondiale puisque cela signifie qu'environ 1,500 millions de tonnes de dioxyde de carbone seront libérés dans l'atmosphère. Il est particulièrement important de noter que même si cela se faisait, la restauration des forêts est un processus très lent, processus long et coûteux, qui ne peut tout simplement pas compenser la déforestation, et ne peut pas immédiatement compenser les émissions de gaz à effet de serre perdues à cause de la déforestation.

**Lac Poopó. Rocco Lucia/Flickr**

# Nous pouvons atteindre l'objectif de développement durable 15.2

Il est un devoir de répondre à l'objectif de développement durable 15.2 en Bolivie, comme ailleurs. La déforestation doit cesser d'ici 2020.

Pour ce faire, nous avons besoin de :

- **cesser de promouvoir l'expansion de la frontière agricole pour les grands exportateurs agro-industrielles de matières premières, de la viande et d'autres produits transgéniques**
- **Arrêter de soutenir les projets extractifs en Bolivie dans les parcs nationaux et aires protégées**
- **imposer des amendes et autres sanctions importantes pour le déboisement illégal**
- **s'assurer que les propriétaires fonciers respectent la loi bolivienne sur les droits de la Terre Mère (qui signifie prendre soin de la biodiversité, les sols et les forêts sur leurs terres ainsi que leur travail)**
- **promouvoir des projets d'agroforesterie, et**
- **restaurer les terres désertifiées.**

Enfin, il est important de noter que nous pouvons garantir la souveraineté alimentaire pour tous les Boliviens sans perdre davantage de forêts mais, même si nous brûlons nos forêts, nous ne pourrons jamais satisfaire l'agro-industrie, parce qu'il est dans la nature de ces entreprises de rechercher le profit et la croissance sans relâche. Davantage de terres seront toujours exigées si nous continuons dans cette voie.

[1] New global data finds tropical forests declining in overlooked hotspots, World Resources Institute, 2 September 2015, http://www.wri.org/news/2015/09/release-new-global-data-finds-tropical-forests-declining-overlooked-hotspots

[2] Global greenhouse gas emissions data, US Environmental Protection Agency, webpage as at 17 February 2016, http://www3.epa.gov/climatechange/ghgemissions/global.html

[3] El Niño: why predictable climate event still has the scientists guessing, Tim Radford, The Guardian, 30 December 2015, http://www.theguardian.com/environment/2015/dec/30/el-nino-climate-change-scientists-pacific-ocean-weather

[4] Reporte nacional de focos de calor gestión 2015, Autoridad de Fiscalización y Control Social de Bosques y Tierras, December 2015, http://abt.gob.bo/images/stories/FocosCalor/2015/12-2015/PresentacionFocosCalor%20_Diciembre_2015.pdf

# La consommation russe des produits de l'élevage non durable participe au changement climatique

Par **Svetlana Abramovich**, expert en élevage, nourriture et forêts chez des amis de la forêt de Sibérie, Russie

La demande de produits animaux est actuellement en croissance rapide. D'ici 2050, l'augmentation de la consommation de produits laitiers et animaux est estimée à une hausse de respectivement 76 % et 65 % par rapport aux chiffres de 2005-07 ; en comparaison, la consommation de céréales devrait s'accroître de 40%. [1] Cette augmentation constante de la consommation de viande ne peut être sans incidences sur l'écologie et sur notre climat.

Chez les consommateurs de la fédération russe, en conséquence de revenus en hausse, la consommation de viande n'a cessé d'augmenter depuis la fin des années 1990. Entre 2005 et 2010, la consommation par habitant de toutes sortes de viandes et de produits animaux a augmenté de 22 % pour atteindre 64 kg par personne par an. Dans sa Stratégie de Développement de la Production d'Elevage dans la Fédération Russe d'ici 2020, le gouvernement russe prévoit que la production totale de tous types de viande atteindra 9.6 millions de tonnes et que la consommation domestique s'élèvera à 9,9 millions de tonnes d'ici 2020. [2]

La population russe tend à consacrer une plus grande part de ses revenus à ces produits. A cela s'ajoute une urbanisation croissante et une transformation des modèles de consommation alimentaire. Les gens tendent à manger à l'extérieur plus fréquemment et à acheter davantage des produits alimentaires de consommation rapide et commode, lesquels contiennent habituellement de la viande.

Cette consommation croissante de viande pourrait être positive d'un point de vue économique ; si les conséquences désastreuses qu'elle tend à impliquer – tant pour la population russe que pour la situation écologique mondiale – ne rentraient pas en ligne de compte. Des préoccupations concernant les incidences négatives de la viande et des produits laitiers sur la santé humaine existent et sont à présent bien connues (i.e. du fait de la médication et des hormones, de la graisse et du cholestérol, des résidus de pesticides et produits chimiques dont les PCBs et fertilisants, des parasites et bactéries, tous pouvant être contenus dans la viande industrielle). Mais ici, je souhaite attirer votre attention sur un autre point problématique : l'influence de l'élevage sur le changement climatique.

**Marchés de la viande en Russie. Alexander Levin/Flickr**

La consommation humaine de viande et de produits laitiers est actuellement un vecteur majeur du changement climatique. On estime que les émissions à effet de serre associées à la production de ces produits représentent 14.5 % du total global. [3] Les troupeaux représentent environ 65% des émissions issues du secteur de l'élevage. En termes d'activités, les principales sources des émissions de gaz à effet de serre sont celles associées à la production et au traitement de nourriture animale, dont le changement de l'utilisation des terres (45% de l'ensemble de ce secteur), la fermentation entérique des ruminants (à hauteur de 39%), et le traitement et stockage du fumier animal (à hauteur de 10%). En Russie, les fertilisants et le fumier animal sont d'usage courant dans l'agriculture destinée à l'alimentation animale. [4]

Un autre lien entre la consommation de viande et le changement climatique se rapporte à l'augmentation de la demande de produits d'alimentation animale à forte teneur en protéines ; ce qui rend la Russie d'autant plus dépendante de l'import de soja en provenance de pays où les cultures sont le plus souvent génétiquement modifiées. Les données FAOSTAT montrent par exemple que l'import de soja en Russie s'élevait déjà en 2013 à 1,145,155 tonnes, chiffre qui ne cesse d'augmenter chaque année depuis. [5]

En fait, la Russie est le premier importateur mondial de soja OGM, en particulier en provenance d'Amérique Latine, où presque la totalité des vastes terrains de culture sont génétiquement modifiés et traités par au moins un pesticide chimique. [6] L'agriculture industrielle est un facteur capital contribuant au changement climatique : l'agriculture, la production forestière et d'autres nouvelles utilisations des terres sont responsables de 24% de la totalité des émissions à effet de serre. [7]

De plus, dans les pays d'Amérique Latine, tel que le Paraguay, de nombreuses forêts sont défrichées afin d'établir de nouvelles exploitations bovines ou des champs de soja OGM. [8] Un taux si haut de déforestation participe au changement climatique en éliminant des forêts, qui absorbent le $CO_2$ de l'atmosphère et en dégagent aussi (i.e. des sols forestiers). C'est ainsi qu'en soutenant l'agriculture d'alimentation animale, en particulier les cultures génétiquement modifiées, la Russie contribue indirectement au changement climatique.

La question de réduire les émissions issues d'une production non durable de produits d'élevage a déjà été discutée lors de la COP 21 de Paris en décembre 2015. En marges du sommet, une entreprise américaine a proposé une réponse en termes de « Burger Impossible ». Fait entièrement de plantes, ce burger devrait avoir une apparence et un goût identique à ceux du bœuf, et produire une odeur similaire en étant grillé. De plus, une délégation de la Fondation Bouddhiste Tzu Chi promouvait le 11 janvier 2016 comme une « Journée Mondiale Sans Viande ». Ils pensent qu'une seule journée sans viande peut aider les gens à réfléchir aux problématiques environnementales, éthiques et sanitaires liées à la viande ; et que cette tendance pourrait s'accroître. [9]

Un rapport sur la question de la production d'élevage et de ses incidences sur le changement climatique a été publié par les membres de la Coalition Mondiale des Forêts. [10] Il souligne

Dans les rayons du supermarché. Moscow-Live.ru/Flickr

l'influence négative sur le changement climatique de la consommation de produits non durables ainsi que l'urgente nécessité d'entreprendre des actions qui pourraient résoudre, ou au moins prévenir, l'intensification à venir de ce problème.

En ce qui concerne la Russie, il mérite d'être remarqué que cette question est à peine discutée dans les médias et au sein du gouvernement. Malheureusement, et de la même manière que pour beaucoup d'autres pays, le gouvernement russe ne prête pas grande importance à ce problème, mais se concentre davantage (quoiqu'encore pas assez) sur la réduction des émissions de dioxyde de carbone issues de l'industrie, plutôt que sur les régimes alimentaires des gens. Avec un peu d'espoir, après la Conférence sur le Climat de 2015, ce problème recevra une plus grande considération et la Russie s'engagera plus activement et plus vigoureusement dans les problèmes relatifs au changement climatique.

D'après moi, les interventions possibles pour réduire les émissions devraient émaner en premier lieu d'initiatives gouvernementales et devraient être basées sur des technologies et des pratiques qui améliorent l'efficacité de la production aux niveaux des animaux et de l'élevage. Elles pourraient recouvrir l'usage d'une nourriture de meilleure qualité (en particulier non OGM) et plus équilibrée afin de réduire les émissions entériques et émanant du fumier. Le secteur agricole russe devrait aussi réduire son utilisation de fertilisants et minimiser son importation de nourriture OGM pour le bétail provenant d'Amérique Latine.

Cependant, ces seules actions ne seront pas suffisantes. Un changement dans les comportements humains vis-à-vis des produits laitiers et animaliers est aussi nécessaire. Equilibrer les régimes alimentaires en réduisant la consommation de produits laitiers et animaliers au profit de légumineuses, de fruits et de légumes est un pas capital vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette approche n'est pas un argumentaire radicaliste végétarien ; il s'agit uniquement d'un argument en faveur d'une alimentation saine et équilibrée où la part de viande est mesurée. Cela serait favorable pour le climat, et réduirait aussi les conséquences des maladies associées à la consommation de viande telles que les maladies cardiaques. Une amélioration dans l'éducation alimentaire est un pas important afin d'encourager des habitudes d'alimentation saine ainsi que la durabilité environnementale ; et devrait être envisagé au niveau individuel, social et gouvernemental.

[1] Livestock–Climate Change's Forgotten Sector, Global Public Opinion on Meat and Dairy Consumption, Research Paper, Bailey R, Froggatt A, Wellesley L, Energy, Environment and Resources, 2013. https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20141203LivestockClimateChangeBaileyFroggattWellesley.pdf

[2] Russian Federation: Meat sector review. Prikhodko D, Davleyev A, Food and Agriculture Organization, 2014, http://www.fao.org/3/a-i3533e.pdf

[3] Key facts and findings (GHG emissions by livestock), Food and Agriculture Organization, http://www.fao.org/news/story/en/item/197623/icode/

[4] Crops—Russian Federation—Soybeans—2000-2013—Imports, FAOSTAT, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2011, http://faostat3.fao.org/browse/T/TP/E

[5] Sources of greenhouse gas emissions, US Environmental Protection Agency, as at 17 February 2016, http://www3.epa.gov/climatechange/ghgemissions/sources/agriculture.html

[6] Global greenhouse gas emissions data, US Environmental Protection Agency, as at 17 February 2016, http://www3.epa.gov/climatechange/ghgemissions/global.html

[7] The Environmental and Social Impacts of Unsustainable Livestock Farming and Soybean Production in Paraguay: A Case Study, Lovera M, 2014, http://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2014/05/paraguay_case_study_final-compressed-1.pdf

[8] Russian Soybean Meal Demand Seen Rising on Poultry Growth, McFerron W, 2013, http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-01-15/russian-soybean-meal-demand-seen-rising-on-poultry-growth/

[9] Paris climate change summit and the taboo of meat-eating, Euronews, December 2015, http://www.euronews.com/2015/12/09/paris-climate-change-summit-and-the-taboo-of-meat-eating/

[10] The Environmental and Social Impacts of Unsustainable Livestock Farming and Soybean Production in Paraguay, Global Forest Coalition (GFC), May 2014, http://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2014/05/Impacts-Soy-Cattle-3-ML-11.pdf. Also see GFC web page 'Unsustainable Livestock Production': http://globalforestcoalition.org/campaigns/unsustainable-livestock-production/